

| | |
|---------------------|--|
| Zeitschrift: | Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales |
| Herausgeber: | Société d'Etudes Economiques et Sociales |
| Band: | 29 (1971) |
| Heft: | 4 |
| Artikel: | Tâches nouvelles des responsables de notre économie : prospective - dialogue - information |
| Autor: | Bauer, Gérard |
| DOI: | https://doi.org/10.5169/seals-136777 |

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tâches nouvelles des responsables de notre économie Prospective – Dialogue – Information¹

Gérard Bauer
Président de la Fédération horlogère suisse,
Bienné

En raison des remous provoqués par les initiatives contre la main-d'œuvre étrangère et devant les questions qui assaillent tant les autorités que les responsables patronaux et syndicaux, les Rencontres Suisses, présidées par M. Charles-Frédéric Ducommun, ont fait appel à M. Gérard Bauer, président de la Fédération horlogère suisse, qui leur a fait l'honneur de donner, à l'occasion de l'Assemblée générale du samedi 28 novembre 1970, la conférence reproduite ici intégralement.

AVANT-PROPOS

Grâce à la succession d'activités professionnelles qui m'ont permis de considérer l'économie de l'extérieur et de la vivre à l'intérieur, je vais me permettre de me prononcer, en tant que serviteur de l'économie conçue dans sa portée matérielle et sociale, sur les problèmes posés par le diptyque information-prospective, dont le résultat doit se traduire par un meilleur dialogue, source d'enrichissement pour chacun; le dialogue doit donc être considéré à la fois comme un moyen d'appréhender, de scruter, de prévoir, mais aussi comme véhicule de l'information, sacrifié souvent au profit de moyens plus modernes et prétendument plus efficaces de l'information moderne. Aussi rapide, superficiel et subjectif que soit notre examen du monde moderne, il semble qu'un certain nombre de faits importants s'en dégagent.

Il faut tout d'abord reconnaître l'exactitude des observations — admises par quelques-uns, mais contestées par un grand nombre — relatives à la prépondérance des facteurs économiques *sensu lato* sur l'évolution actuelle de l'humanité. Aucune révolution — qu'elle soit politique, sociale, morale ou religieuse — ne peut expliquer, à elle seule, les améliorations du niveau de vie et du genre de vie que l'homme a enregistrées depuis plus d'un siècle.

De même, toute tentative d'explication des mouvements politiques et sociaux du monde actuel doit comprendre l'examen des faits économiques et aussi l'étude des faits techniques et scientifiques qui déterminent l'évolution économique. En effet, à la puissance croissante des facteurs économiques est venue s'ajouter, avec un effet permanent et toujours croissant, la puissance des facteurs de l'évolution technologique.

Il faut donc bien reconnaître l'influence déterminante de l'action économique sur l'action sociale et l'action politique, puisque le progrès de l'humanité apparaît dans son mouvement général indépendant des frontières et donc des actions gouvernementales.

Dans un tel contexte, nul ne s'étonnera que l'information donne toujours davantage de place à l'information économique et technique.

¹ Rencontres Suisses, Centre d'études et d'information, 18, rue Beau-Séjour, Lausanne.

I. LA PROSPECTIVE¹

Avant de débattre sur l'attitude et la méthode prospectives, je me dois de souligner, une fois de plus, la nécessité d'une conception volitive de la vie, d'une attitude d'initiative qui s'impose face au déferlement des événements.

En effet — et nous ne saurions jamais assez le souligner — notre environnement économique et social est soumis à une constante évolution et, par voie de conséquence, à des changements de toutes natures. Au nombre de ces mutations, j'aimerais vous rappeler quelques faits frappants: le domaine technologique, mis en évidence récemment par le défi américain, auquel succédera peut-être demain le défi japonais; le management, cet art de l'organisation, émanation de l'esprit des affaires qui anime les Américains; la pénétration et l'augmentation des facteurs dimensionnels des entreprises; la remise en question du système monétaire international. Tous ces divers phénomènes et tant d'autres sont si étroitement imbriqués qu'on ne peut traiter de l'un sans prendre également en considération les autres.

Enfin, je mentionnerai également un phénomène aujourd'hui reconnu et de portée générale, conditionnant toutes ces mutations, celui de leur accélération considérable. Pour caractériser la mouvance de notre période contemporaine, empruntons à H. Kahn l'exemple suivant: « Aux Etats-Unis, les grands-parents de la génération actuelle vivaient dans une société principalement agricole: 55 % de la main-d'œuvre travaillaient aux champs alors qu'aujourd'hui, il n'en reste qu'environ 5 %. Imaginons la réaction sarcastique ou sceptique d'un Américain moyen de 1850 à qui l'on aurait indiqué que cent ans plus tard, 5 % seulement de ses concitoyens travailleraient la terre... »

Une transformation de même ordre, quoique moins extrême, pourrait se manifester dans la société post-industrielle pour toutes les activités économiques.
Il y aura moins de gens sans doute qui s'occupent d'affaires... »².

Dès lors, il est normal, face au cumul, aux heurts et à l'affrontement des échéances auxquelles nous sommes acculés, que les structures mêmes de notre environnement — qu'il appartienne à la nature proprement dite ou qu'il soit social ou technologique — doivent être et soient repensées, ne serait-ce que dans le but de s'adapter à ces évolutions, de les maîtriser et non pas de les subir. Il faut donc savoir à la fois prendre du recul et prendre de l'avance.

Cette nécessité est d'autant plus impérieuse pour un petit pays, à dimensions modestes, qui se veut fédéral, souverain, libre de sa destinée, prospère et économiquement compétitif, et pour des entreprises qui, à de rares exceptions près, se comptent pour le plus grand nombre d'entre elles dans ce qui est aujourd'hui considéré comme les petites et moyennes entreprises. Grâce à l'étendue limitée de notre territoire, à la structure fédéraliste de notre mode de vie et d'agir, à la charpente solide des organisations professionnelles, il est plus aisé en Suisse, au sein de communautés d'étude professionnelles et inter-professionnelles, d'étudier l'avenir d'une manière prospective, qu'au sein d'une grande nation.

¹ Ne croyons pas que la prospective est un produit d'esprits imaginatifs et peu avertis des choses de ce monde. Quelques exemples démontreront bien vite les résultats d'attitude non prospective ou de prise de conscience tardive; je ne citerai que les cas de la pollution, de la population étrangère ou de la circulation.

² H. KAHN et ANTHONY J. WIENER: « L'An 2000 », Robert Laffont, Paris, pages 246 et suivantes.

Pour ne pas avoir voulu ou su étudier, caractériser les diverses interactions que comportent aujourd’hui toute vie nationale et toutes relations internationales et prendre des décisions utiles et agir avec l’efficacité nécessaire, nous n’avons pas pu prévenir, ou tout au moins déceler avant qu’il ne soit trop tard, des collisions, des heurts sociaux et économiques, des dommages — en voie de devenir irréversibles — à la vie humaine, à la vie animale, à la nature en général. De la sorte, nous nous sommes habitués à nous attaquer aux effets plutôt qu’aux causes.

C’est donc une folie de vouloir vivre statiquement dans un monde en mouvance; bien plus, vouloir ne considérer que l’immédiat et le seul lendemain déjà ébauché durant la minute que nous vivons est aussi vain et futile que de courir après son ombre. Par là même, nous multiplions, sans le vouloir et en le déplorant, le heurt des intérêts, l’affrontement des égoïsmes et nous rendons malaisé ou impossible le jeu nécessaire des concessions réciproques.

Si nous transposons en revanche nos modes de vie, nos responsabilités, nos intérêts, nos idéaux dans une projection vers l’avenir, nous donnerons une dimension plus exacte à la cause des événements et nous découvrirons moins malaisément leur rapport de causes à effets; nous permettrons, grâce au profil de l’avenir, nécessairement moins accusé et brutal que celui du présent, l’ajustement des facteurs en jeu et des institutions en fonction, de même que l’harmonisation des intérêts présents.¹

Concilier et harmoniser dans le présent et par des solutions non pensées et tracées en fonction d’un avenir étudié et jugé souhaitable, c’est nous vouer à une tâche jamais accomplie, parce que toujours dépassée au moment où elle est entreprise, a fortiori lorsque nous croyons l’avoir achevée.

1. L’attitude prospective

Scruter avec lucidité, réalisme et imagination l’avenir, sous-entend immédiatement que l’on se trouve confronté avec les problèmes de la prospective. En effet, celui qui s’est donné la peine de procéder à un inventaire de toutes les difficultés de tous ordres vécues

¹ La prospective n'est pas demeurée un souhait ou un idéal jamais atteint; des exemples concrets nous prouvent qu'à l'étranger et en Suisse de louables efforts sont accomplis. Aux Etats-Unis: Center for the Study of Democratic Institutions, Commission on the Year 2000, Hudson Institute, The Institute for the Future, National Planning Association, Rand Corporations, Stanford Research Institute, System Development Corporation, Technical Military Planning Operation, Technical Management Planning Operation, World Future Society. En France: l'Association Internationale des Futuribles, le Bureau d'Informations et de Prévisions Economiques, le Centre International de la Prospective, la Société d'Etudes et de Documentations Economiques, Industrielles et Sociales. En Allemagne: la Gesellschaft für Zukunfts-forschung e.V., la Gesellschaft zur Förderung von Zukunfts- und Friedensforschung e.V., l'Institut zur Erforschung technologischer Entwicklungslinien, l'Institut für wirtschaftliche Zukunftsforchung. Sur le plan européen: la Commission 2000 du Conseil de l'Europe. En Suisse, je citerai quelques études: en 1967, l'Horlogerie demain par la Fédération Horlogère Suisse, une «Gesellschaftspolitische Kommission» permanente du Parti conservateur-chrétien social suisse qui s'efforce de poser les problèmes que nous rencontrerons en l'an 2000, le «Schweizerischer Aufklärungsdienst» a publié en 1969 deux brochures («Futurologie und langfristige Planung», «das Schweizervolk im nächsten Jahrzehnt»), le délégué du Conseil fédéral aux questions conjoncturelles a donné mandat au professeur F. Kneschaurek de procéder à une étude prospective, dans laquelle seront surtout abordés l'évolution économique de notre pays et le besoin futur en *académiciens*, enfin, a été créée en octobre 1970 une «Conférence de la Nouvelle Société Helvétique pour la Suisse de demain», qui s'efforcera, en associant les générations présentes et montantes, de déterminer quel peut être l'avenir de la Suisse (tout en lui gardant son caractère propre) et de lui façonner un avenir souhaitable (pour l'an 2000) dans le contexte d'un monde en évolution permanente et toujours plus rapide.

Ce tour d'horizon — quoique trop incomplet — vous démontre néanmoins que l'homme se préoccupe de l'inconnue représentée par un avenir lointain.

par l'humanité doit s'être posé tôt ou tard la question de savoir si les événements auxquels nous avons assisté ou participé se sont déroulés de manière impromptue. L'analyse spécifique de situations concrètes conduit l'observateur à constater que l'humanité en général et les personnes aux leviers de commande en particulier ont, dans nombre de cas, omis de déceler les signes avant-coureurs d'une évolution quelconque, de prêter une attention suffisante à des avertissements répétés et enfin de prendre (ou tout au moins de tenter de prendre) à temps les mesures qui s'imposaient. C'est bien là l'attitude chronique, coutumière de l'homme de ne réagir que quand la situation l'y oblige, parce que devenue concrète, actuelle, aiguë et souvent intolérable.

Cette attitude n'est pas faite pour nous surprendre; l'homme est habitué à regarder derrière lui plutôt que devant lui. Paul Valéry a fort bien illustré cette attitude chronique de l'homme en affirmant: « nous abordons l'avenir à reculons ».

Un grand nombre des difficultés que nous éprouvons actuellement est donc dû au fait que nous nous comportons de manière rétrospective, plutôt que de manière prospective. C'est à partir de cette constatation que Gaston Berger (industriel et philosophe français) a créé l'adjectif « prospectif » par rapport à rétrospectif. Ce terme ne désigne ni une méthode, ni une doctrine, mais bien une attitude humaine en chair et en pensée, individuelle ou collective, face à l'avenir. « L'avenir n'est pas seulement ce qui peut arriver ou ce qui a le plus de chance de se produire; il est aussi, dans une proportion qui ne cesse de croître, ce que nous aurons voulu qu'il fût ».

C'est cela qui essentiellement différencie la prospective de la prévision ou de la planification à long terme. L'attitude prospective apparaît donc comme une dimension nouvelle de la prévision, elle-même « synthèse constamment renouvelée de l'enchaînement des phénomènes et qui cherche à élaborer ses méthodologies sur les lois qui les déterminent ». (Prospective 1990).

Dans l'étude qu'il a consacrée à ce thème, Pierre Massé montre comment la prévision telle qu'on la conçoit et qu'on la pratique ordinairement suppose ce qui sera dans le prolongement de ce qui a été, considère l'avenir comme une simple projection du passé. La prospective, au contraire, est une attitude selon laquelle la projection du passé ne constitue pas nécessairement un avenir. A l'opposé de la prévision, elle n'usera de l'extrapolation qu'avec beaucoup de prudence.

Tout centre de décision doit éviter deux écueils, poursuit Pierre Massé: « l'un est d'accorder trop de foi aux projections mécaniques du passé, l'autre est de se complaire dans des perspectives sans date, sans substance et sans contour. Entre ces deux attitudes, la prospective doit jeter un pont. Adepte du doute scientifique, elle doit se livrer à la critique des hypothèses et ne rien tenir pour acquis, sans l'avoir contrôlé par un travail d'équipe faisant appel à des compétences diverses et étendues ».

Mais après avoir remis en cause, conclut Pierre Massé, la prospective doit remettre en ordre. Son rôle est de « crayonner d'une main à la fois précise et légère les visages de l'avenir ».

Louis Armand, ce maître à penser et à agir, abonde également dans ce sens. « Ce n'est ni un plan, ni un projet, ni une prévision à court ou à long terme, mais avant tout une démarche de pensée, une attitude courageuse et constructive de l'esprit qui consiste à faire un très large inventaire de tout ce qui risque de se passer demain ou dans dix ans, dans un sens favorable ou défavorable, afin de permettre à l'homme de l'adapter à l'avenir

qui l'attend. La caractéristique de cette forme de réflexion est de considérer l'être humain avec toutes ses imperfections comme le facteur commun de toutes ses prévisions ».

L'information économique, à côté de la science économique et des sciences sociales nées depuis quelque vingt ans, contribuera à permettre à l'homme d'action moderne d'avoir une notion plus précise et moins fataliste de l'« environnement économique ».

Par là même, il pourra entreprendre une réflexion prospective fructueuse. La prospective permettra en particulier de peser les termes de l'antinomie « long terme - court terme ».

De même le progrès, on le sait, impose des sacrifices; le progrès technique n'est pas gratuit et par conséquent, on ne peut pas s'en faire le partisan si l'on n'accepte pas les contraintes qu'il impose. « Il faut cesser de demander des médailles sans revers, de vouloir le progrès et de ne pas vouloir les inconvénients, ou toujours demander que seuls les autres subissent »¹.

Il existe à l'heure actuelle, pour informer l'homme d'action des problèmes qui sont les siens, de nombreux outils qui n'existaient pas il y a quelques années: les sciences sociales de création récente, comme les sciences du comportement humain, les sciences de l'homme au travail, la science des relations humaines, la science de la direction des entreprises, l'étude de marchés, le planning d'entreprises, la cybernétique, l'étude des relations inter-industrielles. S'informer de ces sciences nouvelles, s'attacher des collaborateurs qui les connaissent et les suivent est pour l'homme d'action non seulement une nécessité économique, mais un devoir social.

Adopter ce comportement prospectif, c'est être conscient des responsabilités, tout à la fois individuelles et collectives qui nous incombent et nous préparer quotidiennement à les assumer non plus seulement en fonction d'un rang hiérarchique, d'un cahier des charges, de notre conception personnelle du devoir, de notre charge.

Cette attitude ne s'impose-t-elle pas si l'on suit John Maynard Keynes dans sa vision de la société de demain, celle où l'homme — tout au moins celui des pays industriels — ayant gagné dans la lutte pour la subsistance, « se trouverait face à face avec son véritable problème, son problème personnel: comment utiliser la liberté que lui vaut la suppression des besoins économiques pressants. Comment utiliser les loisirs que la science et les intérêts composés lui ont assurés, comment vivre sagement, agréablement et bien »?

2. La méthode prospective

La méthode prospective se révèle très ardue; pour en simplifier la présentation, on peut affirmer qu'un schéma méthodologique en quatre points peut être appliqué pour chacun des points à étudier.

Tout d'abord, nous devons procéder à une description quantitative et qualitative de l'évolution passée; puis il faudra identifier les facteurs exerçant une influence sur l'évolution et évaluer leur poids futur; viendra ensuite la confrontation entre la ou les tendances d'évolution et les valeurs et objectifs présents dans le domaine en investigation; le futurologue couronnera enfin ses efforts en se livrant à une analyse de l'évolution future en différentes variantes avec une attention particulière aux interdépendances avec d'autres secteurs.

¹ JEAN FOURASTIÉ: « Le Grand Espoir du xx^e Siècle ».

Ici encore, je tiens à manifester mon accord lorsque Jacques de Bourbon-Busset écrit : « la prospective n'est pas une science qui aurait ses lois. Elle n'est pas non plus, comme commencent à le croire certains, un art qui aurait ses règles, encore moins évidemment une sorte de panacée qui aurait ses recettes. Je voudrais donc déterminer les écueils entre lesquels il nous faut naviguer et, pour employer des images empruntées à la couture, je dirais que les deux dangers qui paraissent contradictoires sont d'un côté le danger du flou et de l'autre le danger du corset. Pour éviter ces deux écueils, qui me paraissent évidents, il faut concilier deux qualités qui semblent contradictoires, du moins aux hommes de ma génération, mais qui sont complémentaires, imagination et rigueur »¹.

L'imagination se manifestera surtout dans la recherche des problèmes qui vont se poser et dans les solutions qu'il faut leur trouver; quant à la rigueur, on l'appliquera surtout dans l'examen des rapports de causes à effets, dans le raisonnement et dans l'application des solutions ainsi dégagées.

L'imagination est la faculté si souvent décriée et abandonnée au poète, alors qu'elle est le véhicule par excellence qui nous fait franchir la distance séparant les faits d'aujourd'hui de ceux du lendemain.

Toutefois, l'imagination et la rigueur ne s'excluent pas. Tout au contraire, elles se combinent et se complètent. L'imagination doit nourrir la rigueur et la rigueur donner à l'imagination l'ossature. Pour ne citer qu'un exemple, Paul Valéry a pratiqué la rigueur imaginative et il était d'un esprit prospectif.

Pour obtenir cette rigueur indispensable si l'on veut éviter d'enfermer l'avenir dans des images trompeuses, Jacques de Bourbon-Busset estime qu'il faut prendre une base de départ extrêmement rigoureuse et qui puisse servir de garde-fou. Cette base est la prévision; il est indispensable que l'on prenne comme point de départ et comme tremplin la prévision, pour pouvoir ensuite décoller.

A cette absence encore trop répandue de prévision, source génératrice de l'attitude prospective viennent s'ajouter les difficultés inhérentes à notre compartimentage géographique qui ne nous mettent pas en mesure de prendre en considération, par exemple, tous les éléments, aigus ou virtuels, d'affrontements dans le monde, du religieux au politique, du culturel et social à l'économique.

Nombre de problèmes locaux ou nationaux ne seraient-ils pas ainsi plus aisément résolus, les concessions ne seraient-elles pas rendues plus faciles et la compréhension des problèmes posés ne surgirait-elle pas plus spontanément si on savait donner aux problèmes leur réelle mesure, leur relativité en les situant dans notre monde, considéré dans sa complexité, sa globalité, sa mouvance ?

C'est pourquoi il est nécessaire de faire au départ une analyse extrêmement poussée et aussi exhaustive que possible du présent, afin de ne négliger aucun des éléments, aucun des facteurs dits porteurs d'avenir.

« Cet inventaire très précis du présent, ou plus exactement du passé récent, me paraît d'autant plus important que l'Histoire est là pour nous démontrer que très souvent, à une époque donnée, les facteurs les plus importants et les plus porteurs de l'avenir passent les plus inaperçus, alors qu'au contraire, les contemporains attachent une importance extrême à des phénomènes qui n'ont pas d'avenir »².

¹ JACQUES DE BOURBON-BUSSET: « Réflexion sur l'attitude prospective », Cahier de prospective n° 10.
² JACQUES DE BOURBON-BUSSET: *op. cit.*

II. LE DIALOGUE

Pourquoi ce que font, ce que disent les autres nous intéresse-t-il ? Parce que, en dernière analyse, nous sommes faits pour la vérité et que — sauf exceptions rarissimes — nous ne la recevons pas directement de sa source, mais par l'intermédiaire des personnes *qui en font apparaître les reflets*. Connaitre et communiquer, ou informer et s'informer, c'est tout un. Les liens qui nous unissent à la communauté des hommes tissent le réseau de notre propre existence. Sans les autres, sans tous les autres, nous ne sommes que des sacs vides, tournant au vent de leurs vertiges, incapables d'autonomie faute de solidarité. Et inversement, chacun de nous a sa place, comme celle du plus irremplaçable des êtres.

Certes, ces rapports de chacun à tous et de tous à chacun peuvent être pervertis et, toujours, ils sont incomplets. De même que les personnes individuelles, la personne collective n'est pas un état, mais un mouvement qui se dérobe à la possession : elle n'est donnée qu'en espérance. Dans les méandres du temps, la complémentarité des êtres et des groupes apparaît davantage dans les luttes où ils se cherchent que dans la plénitude d'une connaissance accomplie. Il n'en est pas moins vrai que les sinuosités de parcours ne peuvent obnubiler, si l'on sait prendre un peu de recul, le but ultime et la direction qui y mène.

On saisira d'autant mieux que le dialogue peut devenir l'un des moyens privilégiés de la communication collective dans nos sociétés industrialisées et complexes. Sous sa forme traditionnelle, il ne représente rien moins que l'information — que nous avons déjà caractérisée par le diptyque « informer » et « s'informer » — à l'intérieur d'une communauté restreinte, telle une entreprise, une association professionnelle (avec ses membres) et sociale (avec ses syndicats), et portant sur les problèmes posés à ladite communauté, les solutions projetées, son rôle...

En d'autres termes, le dialogue permet de relier ces participants entre eux d'une manière quasi permanente et, au moins potentiellement, globale. En vérité, ce qui concerne l'un de ces partenaires — si étrange ou futile que cela puisse paraître — concerne chacun d'entre eux. Il s'agit là, de plus en plus, d'une vérité simplement matérielle qui ne fait qu'accentuer la nécessité du dialogue. De ces données découlent un certain nombre de conséquences qu'il ne faut jamais perdre de vue : le dialogue est et doit être une manière de test, un instrument de prise de conscience des problèmes humain, matériel, posé ou virtuel.

III. L'INFORMATION

1. Introduction

Nul ne disconviendra que nous soyons à l'époque de la « civilisation de l'information ». Jean Fourastié¹ a parfaitement saisi toute l'ampleur du problème en écrivant : « l'homme rencontre les problèmes de l'information comme jamais l'humanité ne les a rencontrés ». De son côté, François Perroux² montre « comment l'Etat peut, par l'information, servir le progrès économique ». Alfred Sauvy³ n'a-t-il pas déclaré enfin que « être libre aujourd'hui, c'est être informé ».

¹ « Le Grand Espoir du xx^e Siècle ».

² « L'Economie du xx^e Siècle ».

³ « La Nature Sociale ».

L'information demeure néanmoins un phénomène relativement peu étudié. Quand il l'est, c'est soit par des réformateurs sociaux dans un esprit théorique, soit par des organismes spécialisés; mais la matière même de l'information et le traitement de l'information sont rarement analysés en profondeur.

Permettez-moi, en avant-propos, d'établir deux distinctions fondamentales: à savoir entre l'information et la propagande d'une part, entre l'information et la documentation d'autre part.

La différence fondamentale entre la propagande et l'information est, évidemment, que la première vise à convaincre, voire à soumettre les individus et la seconde à les renseigner, voire à les affranchir, du moins si elle est convenablement conçue.

Le propagandiste (politique ou autre) cherche à recruter des fidèles qui, une fois attirés dans le groupe, seront conduits, consciemment ou non, à penser et à réagir selon l'optique du milieu auquel ils appartiennent ou de celui auquel ils se rallient. Non seulement les faits à leur communiquer sont choisis en vue d'une démonstration, mais l'information elle-même n'est qu'un accessoire. Le but essentiel est de provoquer une attitude, de recommander des comportements futurs (par exemple le choix d'un bulletin de vote). De ce point de vue, la propagande s'apparente à la publicité commerciale, telle du moins que celle-ci est comprise aujourd'hui.

Cette double distinction s'avère en effet nécessaire: une confusion est possible et provient du fait que ces activités s'adressent au même sujet collectif que l'information: l'opinion. Elles s'adressent à l'homme, à son esprit et à son sentiment. Elles utilisent, surtout la propagande et l'information, des moyens d'expression mis à leur disposition par la science moderne et permis par le développement de la société. Cependant, elles répondent à des besoins particuliers et distincts.

Les représentants de l'économie connaissent évidemment mieux que tout autre le rôle que joue l'entreprise dans notre vie économique et sociale. Des événements récents et malheureusement réitérés, ont montré combien elle est mal connue et souvent mal comprise. Cette lacune tient, d'une part, à une mauvaise information et, d'autre part, au fait qu'information et « relations publiques » sont maintes fois confondues. Ces deux moyens d'expression doivent être distingués quant à leurs objectifs et leurs voies et moyens. Les « relations publiques » sont un moyen d'expression à sens unique, alors que l'information doit être comprise dans la navette « informer » et « s'informer ». Le mouvement de cette navette qui doit être constant permettra à l'informateur d'assumer une responsabilité en tant qu'individu responsable, en tant qu'individu soucieux de l'avenir, désireux de le comprendre et de le faire comprendre et pour ce faire, préoccupé d'échapper à la solitude de sa spécialisation.

Ce qui est vrai sur le plan de l'information en général — qui n'est pas, pour emprunter la terminologie des sociologues, un simple phénomène de la vie en société, mais bien un de ses aspects fondamentaux — l'est a fortiori sur le plan de l'information économique et sociale.

L'idée de l'information économique n'est certes pas nouvelle, mais elle a pris depuis quelque temps une dimension sans précédent. De quelque côté qu'on tourne son regard, on constatera que l'information, et tout particulièrement l'information économique, est un problème que l'on retrouve sans cesse: nombre d'auteurs importants en parlent; on le

retrouve aussi bien dans des ouvrages traitant de la conjoncture socio-économique, dans des textes consacrés à des études prévisionnelles, que dans des recherches de caractère prospectif. Ce n'est certes pas là le simple fait du hasard.

2. Le développement dans l'information économique

Dans son ouvrage consacré à l'information économique, Robert Salmon, Directeur de la revue *Entreprise*, constate que l'information économique, si elle n'occupe pas encore la place qui lui revient, si notamment elle est en retard sur l'évolution de la société, a néanmoins réalisé, au cours de la dernière décennie, des progrès appréciables (nous pourrions en dire autant de l'information au sujet des facteurs de transformation de nature technique et de ceux consacrés à l'individu et à la société). « L'ampleur de la matière traitée d'une part, le nombre des destinataires d'autre part, ont été sans cesse en s'élargissant ». On peut s'en faire une idée sommaire en prenant quelques points de repère dans le temps. L'information économique a toujours répondu à ce dénominateur commun d'être, à des stades divers, un des outils primordiaux de toutes prises de décision de caractère économique, en matière essentiellement financière à l'origine, en matière de prévision et de prospective aujourd'hui. Suivons Robert Salmon dans son étude de l'évolution historique de l'information.

Pendant les deux premiers tiers du XIX^e siècle, l'information économique s'est réduite aux renseignements d'origine privée, sur les bases desquels des financiers internationaux ont conçu et bâti leurs entreprises. On connaît le coup de bourse célèbre du 20 juin 1815 réalisé par Nathan Rothschild à Londres, grâce à la connaissance anticipée qu'il avait eue par ses propres agents du résultat de la bataille de Waterloo.

Dès l'aube du XX^e siècle, on enregistre l'existence d'un certain nombre de journaux spécialisés, essentiellement dans le domaine de la bourse et des marchés. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la situation a bien changé; cette époque est en effet marquée par un effort notable pour dispenser une information véritablement économique et non plus une information exclusivement financière. Mais peu de progrès sont enregistrés pour ce qui est du second terme de notre équation: en effet, seul un public averti peut disposer de cette information.

De nos jours, dans de nombreuses publications nouvelles, une place croissante est accordée à une vision proprement économique des événements, où l'on s'efforce d'expliquer les mécanismes et de familiariser les plus larges couches sociales avec les facteurs de la vie économique. Ainsi par exemple, le problème des finances publiques est souvent traité sous l'angle économique et dans une perspective de moyen, voire de long termes, alors qu'autrefois, l'aspect purement comptable prédominait. D'autre part, la nature de l'information économique a changé; elle est devenue plus affinée. Les phénomènes économiques sont au surplus envisagés dans leur contexte social et dans leur perspective conjoncturelle.

Enfin, l'information économique tend à sortir de son ésotérisme terminologique, pour s'approcher du grand public. Certes, il est évident qu'un minimum de terminologie spécialisée restera indispensable, sous peine de voir sombrer l'information économique dans une vulgarisation dommageable, parce qu'elle entraînerait une vision confuse, ou par trop superficielle des facteurs économiques; c'est là que nos écoles de niveau secondaire devraient accorder une place dans le cadre de l'instruction civique peut-être et sans surcharge de programme, à l'enseignement économique élémentaire. En effet, s'il n'est pas permis à un

bachelier d'ignorer l'œuvre d'un Sartre ou d'un Picasso, il est tout à fait admis qu'un honnête homme puisse ignorer des notions telles que: revenu national, balance des paiements, balance commerciale, dividendes, ou encore investissements, productivité, etc.

Le citoyen, en effet, qui est dans l'ignorance des mécanismes économiques, est la victime d'affirmations sommaires, aux termes desquelles, par exemple, c'est la haute finance qui mène partout et toujours la barque économique et politique du pays. Là encore et là surtout, l'information économique peut jouer un rôle civique profond. « Le paradoxe de notre temps est en effet que c'est au moment où les sociétés industrielles maîtrisent les mécanismes de la vie économique que l'individu se sent le plus incapable de ne pas les supporter passivement » (Robert Salmon).

Dans ce même esprit et sur le plan de la coopération intergouvernementale, le Conseil des Ministres de l'OCDE ne déclarait-il pas que pour rendre opérante une politique des revenus, il convenait de posséder une éducation de l'opinion publique ?

Dans un domaine aussi important que celui de l'épargne, l'information économique est l'un des moyens les plus propres à promouvoir la formation du capital. Dans une économie saine, il est admis en effet que l'épargne devrait progresser plus vite que la consommation; or, un coup d'œil sur les comptabilités nationales nous révèle que c'est bien le contraire qui souvent se produit. Ces dernières années, le taux d'augmentation de la consommation privée en Suisse a été d'environ quatre fois supérieur aux taux d'accroissement du capital fixe global; cette constatation prend d'autant plus de relief lorsqu'on sait que les investissements industriels sont stationnaires.

Au titre de problème important, il faut citer la question de nature politico-économique suivante: celle de savoir si, grâce à ce que l'on pourrait appeler une certaine démystification des activités boursières, une démocratisation de l'actionnariat en particulier, il serait possible de mobiliser une épargne supplémentaire. N'est-il pas surprenant et à la fois révélateur de devoir constater que l'argent frais prélevé chaque année sur le marché des capitaux par le moyen de nouvelles émissions publiques d'actions, atteint actuellement quelque 250 millions de francs, alors qu'annuellement, l'enjeu total des concours de pronostics sportifs s'approche d'une somme de quelque 100 millions de francs.

Sans vouloir pousser trop loin la comparaison avec les Etats-Unis, il est tout de même significatif que l'actionnariat en Amérique touche quelque 17 % de la population totale, contre 1 à 2 % au maximum en Suisse qui est l'un des pays à l'économie la plus raffinée et la plus intégrée dans le réseau de relations internationales. Il convient de relever à ce propos que ce développement de l'actionnariat est une conséquence directe de puissantes campagnes d'information, menées conjointement par les banques, les bourses et les autorités.

3. La nécessité de l'information économique et sociale et le futur

C'est devenu un lieu commun de dire que l'élaboration et la diffusion de l'information économique et sociale sont nécessaires. Et l'évolution, tant de l'économie que de la technologie, justifie à elle seule cette proposition; au surplus, l'absence d'information économique, ou sa diffusion sporadique, conduisent à des inconvénients évidents et suscitent nombre de malentendus et entretiennent des suspicions, tous deux stérilisants pour l'action individuelle et la vie en société.

La longue période durant laquelle l'information économique a été anémique a malheureusement marqué les mentalités; de cette carence en effet proviennent beaucoup d'idées préconçues qui constituent à leur tour autant d'obstacles à un développement harmonieux de l'économie dans le contexte d'une communauté nationale et sociale. Certaines de ces vues a priori affectent les simples citoyens, alors que d'autres, plus dommageables peut-être, concernent certains secteurs industriels dont quelques-uns n'ont pas encore compris ou saisi la nécessité de la permanence de l'information économique.

Cette constatation est d'autant plus préoccupante que « la politique tend à prendre en considération le diagnostic de l'opinion, plus que celui des faits. L'homme d'Etat se met sans doute par là en garde contre les erreurs dites politiques; sa popularité gagnera et le résultat sera souvent mauvais. L'autre extrême ne représente d'ailleurs pas une solution meilleure; une politique inspirée exclusivement par des technocrates et incomprise de l'opinion risque de mener un pays aux pires aventures. Une conception plus saine comporterait la large diffusion des faits dans l'opinion. Ce n'est qu'au moment de choisir entre les divers points de vues (économique, moral, social, etc...) que l'homme d'Etat doit choisir et fixer sa ligne d'action »¹.

Ainsi, l'économie moderne — de même qu'une réelle démocratie moderne — exige, pour fonctionner correctement, que l'information économique devienne un instrument d'usage quotidien et non pas un expédient ou un véhicule obéissant à des considérations de pure opportunité. Conçue et réalisée de la sorte, elle constitue la passerelle qui conduit inévitablement à la réflexion vers l'avenir.

Qu'ils parlent de prévision ou de prospective, les auteurs sont unanimes à montrer la nécessité d'une meilleure information générale et d'une meilleure information économique en particulier. Alfred Sauvy (dans son ouvrage « Essai sur la conjoncture et la prévision économique ») et Jean Fourastié (dans son ouvrage « Essai de morale prospective ») s'accordent à voir — au nom d'arguments de même nature — dans le développement de l'information une nécessité absolue pour le futur que ce soit dans une vue prévisionnelle ou dans une vue prospective.

4. Les niveaux de l'information économique

Il ne saurait certes être question de prôner une information économique publique et uniforme. L'information économique doit au contraire être différenciée selon, par exemple, qu'elle sert des intérêts privés ou l'intérêt général, ou d'après le critère des différents publics auxquels elle s'adresse, ce public étant défini par la place qu'il occupe dans le circuit économique.

C'est ce que s'est attaché à faire Robert Salmon; en donnant la première place à la spécificité du destinataire de l'information économique, Robert Salmon a été conduit à définir et à appliquer la méthode dite des niveaux, d'où une vue synthétique comportant trois niveaux principaux.

Au sommet, on trouve un petit nombre d'hommes que l'on peut répartir en théoriciens, professeurs, centres de recherches économiques, doctrinaires. Ces hommes ont besoin d'une information de caractère scientifique, historique et prospectif. Lorsqu'ils sont pra-

¹ ALFRED SAUVY dans son ouvrage: « Essai sur la conjoncture et la prévision économique ».

ticiens, ce sont les hauts fonctionnaires et les hommes engagés dans la mise en œuvre de la politique économique; leur information doit alors être plus actualisée, plus positive, guidée moins par le goût de la réflexion que par la nécessité de la décision. L'histoire et la doctrine jouent ici un rôle secondaire. L'information économique fait alors essentiellement appel à la statistique nationale et internationale¹.

Le second niveau est celui des échanges ou de l'action économique. Il comprend les domaines de la création des revenus et de l'utilisation de ces mêmes revenus. A ce niveau s'applique plus qu'à tout autre la nécessité d'une information économique différenciée. C'est pourquoi on a distingué l'information de la grande entreprise et du grand commerce, la plus proche de celle des praticiens du premier niveau, de celle qui s'adresse au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie, à l'artisanat et à l'agriculture.

Enfin, après le monde des échanges, le troisième niveau sera celui du grand public. Il ne se confond avec aucun des groupes précédents et notamment pas avec celui des consommateurs. Car c'est non pas comme acheteur de produits ou de services qu'est ici considéré l'individu, mais comme membre de la collectivité nationale, c'est-à-dire comme citoyen. « Il a le droit à ce titre de connaître ou de juger son avenir politique. La question se pose donc de savoir comment le citoyen, quel que soit son niveau social ou intellectuel, est informé en tant que tel des réalités de la vie économique » (Robert Salmon).

A chacun de ces niveaux différents de destinataires, les appétits et les soifs, évidemment, sont différenciés. Ils ne sauraient donc être satisfaits de la même façon. Les méthodes d'information ne sont pas les mêmes; les problèmes (pratiques ou théoriques) sont également différents. Tantôt c'est la diffusion qui revêt le plus d'importance, tantôt le facteur de la qualité, tantôt c'est l'aspect formel ou proprement technique de l'information qui réclame tous les soins, tantôt les questions de fond; ailleurs enfin, c'est la rapidité avec laquelle l'information est transmise.

5. Les conséquences d'un manque d'information

Les exemples foisonnent des méfaits du manque d'information. C'est ainsi que dans les mœurs de nombreux pays, il reste beaucoup d'idées préconçues et de jugements a priori qui sont autant d'obstacles à un développement harmonieux de l'économie et à sa position au sein de la communauté nationale et sociale.

Au cours des prochaines années, « l'explosion de l'information » fournira aux hommes politiques les données nécessaires pour se faire une opinion. Ce seront, avant tout, des données scientifiques, techniques et économiques; mais les structures politiques et économiques se pénétrant de plus en plus étroitement, ces informations influenceront la politique à une cadence accélérée. Parallèlement à « l'explosion de l'information », augmente aussi le manque d'information d'un grand nombre de citoyens qui ne peuvent étudier

¹ Pratiquement, en dehors de certaines rencontres universitaires, les seuls moyens d'information bénéficiant d'une périodicité régulière qu'on trouve à ce niveau sont les moyens écrits.

Il faut tout d'abord signaler sur le plan national les publications des organismes publics et privés. Sur le plan international, mentionnons les études de la CEE, de la CECA, de l'EURATOM et de l'ONU, de l'OCDE, du FMI, de la BIRD. A ce niveau également, l'information par le livre est très importante. Il faut signaler ici qu'un bon nombre d'ouvrages de ce genre sont d'origine anglo-saxonne. N'oublions pas enfin les revues bibliographiques dont l'importance est primordiale. L'information économique de cette nature se caractérise par sa qualité remarquable, par sa grande valeur scientifique et malheureusement également par une certaine insuffisance de l'armature statistique.

chaque proposition de manière approfondie, malgré l'appartenance à des groupes engagés politiquement ou à des associations professionnelles.

Le caractère sporadique de l'information se révèle de façon frappante, en particulier au sujet des relations internationales, qu'il s'agisse par exemple des Nations Unies et de la CEE. Si un manque évident d'information (ou d'intérêt) existe déjà pour de tels problèmes, qu'en sera-t-il pour les problèmes d'ordre économique ? Les discussions, lors des votations populaires sur les mesures anti-surchauffe ou l'initiative Schwarzenbach avaient déjà laissé entrevoir un manque d'information ou d'intérêt. Si les sujets économiques de nature nationale ou internationale appellent de plus en plus des décisions politiques, les citoyens devront donc se prononcer toujours davantage sur des questions d'ordre économique. L'homme (et bientôt la femme) sera de plus en plus impliqué dans de tels problèmes, qu'il le veuille ou non.

« Nous avons constaté un décalage entre l'évolution économique générale, les profondes mutations de structure, les initiatives prises par certaines de nos entreprises, les modifications survenues dans les échanges et dans les relations européens d'une part, et d'autre part la politique des pouvoirs publics. La prise de conscience certaine et l'essai de ratrappage de ces dernières années sont significatifs, mais point entièrement convaincants. Surtout, ils ne paraissent pas résulter d'une politique globale et pleinement conséquente. Reste la tâche d'information. Le système de la démocratie directe, plus que tout autre, implique l'information constante, méthodique de l'opinion, soit par le canal des partis politiques et de la presse, soit aussi par la voie directe des porte-paroles du gouvernement. L'ampleur et la complexité des problèmes qui relèvent aujourd'hui de la souveraineté populaire et de la responsabilité du gouvernement, le recours aux moyens audio-visuels donnent une dimension nouvelle à la fonction d'information. Or, on en est encore dans ce domaine aux bonnes intentions et aux expériences initiales »¹.

Des erreurs non négligeables ont été commises dans la politique économique des nations, ou dans les relations internationales, par manque d'information. On peut citer, en matière de politique énergétique, les investissements excessifs faits dans certains secteurs, les hésitations dans la prévision, la coordination en matière d'aménagement du territoire, les actions sur les prix qui, trop souvent, ont remplacé des efforts d'analyse indispensable des circuits de distribution et certaines décisions en matière conjoncturelle. Notre environnement, il est vrai, est soumis à une constante évolution et, par voie de conséquence, à des changements de toutes natures. Faute de la prévoir, il est soumis à une constante dégradation. A titre d'exemples, mentionnons les cas suivants : l'épuration des eaux est supputée en Suisse à 8 milliards de francs. Selon Cousteau, la vie animale et végétale a diminué de 30 % dans les océans depuis vingt ans. Enfin, la dépollution du lac Erié est estimée à 30 milliards de dollars.

C'est là une raison de plus d'élaborer et de diffuser une information économique générale, sectorielle et par entreprise, non plus sporadique, inspirée par les nécessités du moment ou des considérations de pure opportunité, mais bien permanente.

Au travers des phénomènes contemporains de concentration et de croissance des unités de production, nous ne sommes plus aujourd'hui en présence d'agents subissant avec passivité les lois du marché. L'harmonisation spontanée n'est plus suffisante et l'emploi des

¹ GEORGES-ANDRÉ CHEVALLAZ : « La Suisse ou le sommeil du juste ».

méthodes tendant à organiser l'économie se généralise. C'est à ce titre que le rôle de l'information devient vital, car si l'équilibre est voulu et non plus subi, il doit être préparé par l'intelligence à qui l'information apporte l'une des matières premières de sa réflexion.

Il n'est donc pas exagéré d'écrire: « L'information a cessé d'être une technique à laquelle on peut parfois faire appel; elle est devenue un élément constitutif de l'économie »¹.

Si de nouveaux progrès substantiels ne sont pas réalisés dans un proche avenir, les équivoques, les ignorances se multiplieront et engendreront à leur tour, l'incompréhension, la méfiance, voire la contestation. Il y a là une des conditions vitales de l'existence et du développement harmonieux d'une réelle démocratie; le besoin croissant d'ajustement, d'adaptation, de contrôle, correspondant à l'étendue et au rythme des mutations de la société humaine et étatique contemporaine et de demain, lui aussi, requiert impérieusement une information permanente, en particulier celle annonçant, motivant les transformations économiques et techniques et en décrivant les conséquences prévisibles².

6. L'information économique et le processus de raisonnement économique

Tout raisonnement de caractère prospectif vise essentiellement à établir un inventaire des objectifs que l'homme se propose d'atteindre, de leurs conséquences, des moyens nécessaires pour les réaliser, des conséquences de ces moyens enfin. Cette analyse très sommaire suffit à montrer combien l'établissement de ces inventaires est difficile et combien l'information y joue un rôle essentiel.

Bien évidemment, l'information ne peut pas être complète. Si elle l'était, il ne serait plus besoin de parler de prospective, mais simplement de solution. Les décisions-solutions représentent le but de la recherche opérationnelle: l'information étant complète elle peut être codée, quantifiée; le calcul donne la solution optimale.

Au vu de cette impossibilité d'avoir une information complète, la réflexion ne conduira finalement pas à une solution, mais à déterminer et à expliciter des solutions possibles et souhaitables; il ne s'agit donc plus d'une décision-solution, mais bien d'une décision-option où, si on laisse de côté l'aspect décision, d'une vue prospective. Le processus pratique de l'option chez l'homme procède du choix d'une fraction souvent insuffisante et souvent des plus erronées des nombreuses informations qui seraient indispensables à la décision ou à la prévision rationnelle.

On comprend donc la relative infirmité de l'homme par rapport aux problèmes qu'il a à résoudre et l'aide que lui apporteront les ordinateurs électroniques. Cependant, si ces instruments peuvent accroître de beaucoup la connaissance en accueillant et en traitant une quantité d'informations sans cesse plus importante, il ne peut jamais s'agir que de l'information. Ce n'est qu'à partir de là que l'on pourra élaborer une image de plus en plus riche de l'avenir et cette prévision ne pourrait, à cause de l'hétérogénéité du temps, aboutir en général à des certitudes. Ainsi que le souligne une fois encore Jean Fourastié: « le problème de la prévision et de la prospective est donc que l'homme s'élève d'un nouveau degré dans la conscience des facteurs de décision et d'analyse, afin de la rendre plus adéquate au réel. »³

¹ ROBERT SALMON: « Information économique, clé de la prospérité ».

² C'est ainsi que l'analyse de ces changements en préparation ou en cours devrait déceler à chaque fois leurs nuisances virtuelles.

³ JEAN FOURASTIÉ: *Op. cit.*

Cela exige une lutte contre les tendances spontanées de l'instinct et de l'idée unique qui bloque l'information à la perception la plus fruste. Cette lutte, cet effort nécessaire, conscient et volontaire, évoquent la vieille notion de devoir. De sorte que nous pouvons écrire que la décision rationnelle implique un devoir moral: le devoir d'information.

Cette contrainte que nous devons nous imposer, d'informer et de nous informer, est en effet, inhérente à la fonction des chefs d'entreprises, de l'association professionnelle ou sociale, dans le monde d'aujourd'hui et de demain!

A défaut, les décisions qui leur incombent seront prises à contretemps, en négligeant les interactions économiques et techniques et sans prendre en nécessaire considération les données du milieu politico-social ambiant.

IV. CONCLUSIONS

Le problème actuel du monde moderne pour l'homme est donc celui de l'information et de la prospective; à une époque où l'évolution scientifique connaît une progression géométrique, il consiste spécialement dans l'information relative aux progrès scientifique et technique. Ce sont là les caractères essentiels et paradoxaux du monde actuel que ce besoin et cette difficulté d'information.

Jusqu'à présent, la découverte était le fait fondamental; et quand une découverte était faite, l'humanité avait largement le temps de s'en informer, parce qu'il s'écoulait de si longs intervalles entre une découverte et une autre découverte que les gens avaient le temps de l'assimiler.

Maintenant, il n'en est plus ainsi. La découverte se fait plus vite que l'information; il y a quantité de faits qui sont découverts, de causes qui sont identifiées, de méthodes dont l'efficacité est éprouvée, de théories qui sont scientifiquement acquises. Ainsi, si nous connaissons malaisément l'information scientifique — en des termes de vulgarisation s'entend — il n'est pas étonnant que nous soyons souvent décontenancés par les techniques qui en résultent.

Le monde est tellement complexe et les inter-connexions et interactions entre les faits sont si nombreuses que pour agir, il faut être informé d'une foule de faits dans leur réalité mouvante.

La méthode pragmatique ne permet pas, nous semble-t-il, de dominer cette interaction et de prendre des décisions utiles et d'agir avec l'efficacité nécessaire. Il en résulte et résultera, pour ne mentionner que l'une des conséquences probables, des interventions de l'Etat pour pallier les inconvénients majeurs d'une évolution dont les effets seront reconnus tardivement dommageables (pollution de l'eau, de l'air). De la sorte, on s'attaquera aux effets plutôt qu'aux causes. Si l'on peut appréhender les causes d'un désordre, d'un déséquilibre, on le fera toujours de manière plus onéreuse et moins satisfaisante que si l'on avait voulu et pu, en temps utile, se représenter l'avenir, caractériser ses potentialités et prévoir le développement de celles qui sont communément considérées comme dommageables.

Le pragmatisme consiste dans l'analyse d'une situation en voie de réalisation et dans sa solution a posteriori, avec les inconvénients que cela représente, comme le montrent les problèmes de l'environnement.

Prévoir, comprendre et agir en temps utile, plutôt que subir, voilà l'attitude prospective. Elle, seule, permet d'éviter que la sphère vitale d'indépendance, de réflexion et d'action de l'individu, des responsables de quelque activité économique que ce soit, ne soit dangereusement et irrévocablement compromise. C'est dire, en d'autres termes, que prévision et prospective sont l'antidote d'un planisme autoritaire, d'un interventionnisme étatique, tardif et inadéquat. Elles sont susceptibles de rendre l'individu lucide par une meilleure information, d'en faire toujours davantage un homme de réflexion et d'action.

En ce faisant, on permettra à l'individu, considéré en tant que tel et en tant que membre d'une société humaine, professionnelle, sociale et politique, de tendre davantage au « plus être » qu'au « plus avoir ».

Pour toutes vos opérations
financières et de change
adressez-vous à la

BANQUE CANTONALE VAUDOISE

qui vous assure, en toutes
circonstances, un service de qualité

Direction générale
14, pl. Saint-François
Lausanne



Plus de 40 succursales et
agences
dans tout le canton